

**DEUXIÈME PHASE DU SMSI, 16-18 NOVEMBRE 2005, TUNIS**  
**DÉCLARATION DE MONSIEUR SAMUEL SCHMID, PRÉSIDENT DE LA  
CONFÉDÉRATION SUISSE, LORS DE L'OUVERTURE DU SOMMET  
MONDIAL SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION**

16 novembre 2005

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,  
Monsieur le Secrétaire général du Sommet,  
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier la Tunisie et ses autorités pour la préparation et la tenue de ce Sommet mondial sur la société de l'information ici à Tunis.

Il y a deux ans, c'est mon pays, la Suisse, qui a eu le plaisir et le privilège d'accueillir à Genève la première phase de ce sommet. A l'époque, nous n'étions pas encore certains que ces quatre lettres "SMSI" allaient vraiment parvenir à lancer un dialogue à l'échelle planétaire. Aujourd'hui, même les plus sceptiques reconnaissent que ce Sommet offre la plateforme idéale au dialogue mondial sur l'information et les technologies de l'information dont l'importance n'est plus à démontrer.

Je tiens aussi à remercier l'Union internationale des télécommunications d'avoir pris l'initiative d'organiser ce Sommet.

A Genève, nous avons adopté les bases légales et politiques d'un projet en nous mettant d'accord sur une déclaration de principes et sur un plan d'action. Ici, à Tunis, il s'agit de passer à la phase de réalisation, autrement dit de déterminer qui fera quoi afin que les technologies de l'information et de la communication soient appliquées dans le souci d'un monde plus juste et plus sûr. Cette phase de réalisation que nous allons discuter ici à Tunis constitue donc une phase essentielle du SMSI.

Le XXI<sup>e</sup> siècle est le siècle de l'information. Internet, les SMS, le fait que n'importe qui puisse être atteignable n'importe où et n'importe quand, sont des phénomènes qui ont totalement bouleversé la vie professionnelle et la vie privée des individus. Les technologies en question sont porteuses de multiples possibilités pour parvenir à un monde meilleur : par exemple, pour combattre la pauvreté, pour assurer un meilleur accès de tous aux soins médicaux, pour renforcer l'économie et stimuler le commerce, pour promouvoir la démocratie et garantir la diversité culturelle, voire pour favoriser la

compréhension entre les peuples. Vus sous cet angle, les résultats de ce Sommet, notamment ceux qui seront obtenus ici même à Tunis lors de la seconde phase, revêtent une importance capitale également en vue d'atteindre les Objectifs de développement du Millénaire.

Il convient cependant de ne pas oublier qu'utilisées à mauvais escient, ces technologies peuvent très précisément provoquer le contraire de ce qu'on attend d'elles. Elles peuvent être préjudiciables à la société, en élargissant encore plus le fossé entre les pauvres et les riches. Elles peuvent conduire les Etats à surveiller leurs citoyens sans respecter leur sphère privée ou leurs droits démocratiques. Elles peuvent finalement conduire à des excès, en mettant à la portée de chacun des pages à caractère raciste ou pornographique mettant en scène des enfants.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

C'est à nous, c'est à vous, qu'il appartient de façonner le cadre politique et légal qui interdira ces abus et qui permettra que les technologies de l'information et de la communication, avec les immenses possibilités dont elles sont porteuses, soient des instruments mis au service d'un monde meilleur.

En ma qualité de Président de l'une des plus vieilles démocraties du monde, je souhaite que ce sommet ne se concentre pas seulement sur les technologies, mais qu'il aborde aussi la question des contenus et celle de l'accès à ces contenus.

Permettez-moi de rappeler brièvement quelques faits quant à l'accès des individus à l'information. Une très grande partie des habitants de notre planète n'a pas accès aux moyens de communication, faute d'infrastructure ou parce qu'elle n'a pas l'argent nécessaire. La moitié de la population mondiale n'a pas le téléphone – je ne parle même pas d'un accès à Internet. Un quart d'entre elle n'a jamais téléphoné. Ces centaines de millions d'individus, hommes, femmes et enfants, sont aujourd'hui encore exclus de la société de l'information. Voilà pourquoi l'un des objectifs majeurs de ce Sommet consistera à favoriser le financement de la mise en place d'une infrastructure et de services de télécommunications dans les régions les plus pauvres de la planète. Nous devons ainsi prendre des mesures, afin que les habitants des pays en voie de développement puissent utiliser ces technologies en vue d'améliorer leurs conditions de vie: cela passe non seulement par le financement des infrastructures, mais aussi par la formation des personnes concernées et la création de contenus concrets et appropriés à leurs besoins. Tant que cela n'aura pas été mis en place, les technologies de l'information et de la communication resteront l'instrument des riches, et le fossé entre les pauvres et les riches continuera de s'élargir.

Parmi les individus encore interdits d'accès aux moyens d'information, nombreux le sont pour des raisons politiques. Il n'est pas acceptable – et je le dis sans détours – que l'Organisation des Nations Unies compte encore parmi ses membres des Etats qui emprisonnent des citoyens au seul motif qu'elles ont critiqué leur gouvernement ou leurs autorités sur Internet ou dans la presse. Toute société du savoir respecte l'indépendance de ses médias comme elle respecte les droits de l'homme. J'attends donc que la liberté d'expression et la liberté de l'information constituent des thèmes centraux au cours de ce Sommet. Pour moi, il va de soi qu'ici à Tunis, dans ces murs mais aussi à

l'extérieur, tout un chacun puisse discuter en toute liberté. Pour nous, c'est l'une des conditions sine qua non de la réussite de cette conférence internationale.

Mesdames et Messieurs, je souhaite que cette seconde phase du Sommet mondial de la société de l'information, soit une réussite et qu'elle débouche sur des résultats très concrets qui permettront aux habitants de notre planète d'avoir accès à l'information et partant de résoudre bon nombre de leurs problèmes. Notre but à tous n'est-il pas en effet de faire en sorte que la société de l'information devienne la société du savoir?

Je vous remercie, Monsieur le Président.